



## CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE, D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE CUISINE CENTRALE A SAINT-CLAIR-DU-RHONE (38)



**MARCHE DE TRAVAUX  
POUR LE LOT 10 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS**  
Marché public passé en application du Code de la Commande Publique.

**REGLEMENT DE CONSULTATION**  
**REMISE DES OFFRES : LE 13 MAI 2024 AVANT 17 H 00**

Assistant Maîtrise d'Ouvrage



**amol and**

20, route des Croiselières 38200 SERPAIZE

## SOMMAIRE

<b>1. ACHETEUR PUBLIC – POUVOIR ADJUDICATEUR – AUTRES PRESTATAIRES-----</b>	<b>3</b>
1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public .....	3
1.2. Pouvoir adjudicateur .....	3
1.3. Assistance au Maître d'ouvrage .....	3
1.4. Maître d'œuvre .....	3
1.5. Coordination SPS .....	4
1.6. Contrôle Technique .....	4
1.7. OPC .....	4
1.8. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues .....	4
<b>2. OBJET – TYPE - DUREE DU MARCHE ET FORME DU PRIX-----</b>	<b>4</b>
2.1. Objet du marché .....	4
2.2. Type de marché .....	5
2.3. Forme du prix .....	5
2.4. Durée du marché .....	5
<b>3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION-----</b>	<b>5</b>
3.1. Étendue de la consultation .....	5
3.2. Décomposition de la consultation .....	5
3.3. Retrait des dossiers .....	6
3.4. Conditions de participation des concurrents .....	6
3.5. Délai de validité des offres .....	6
3.6. Modalités de règlement du marché et modalités de financement .....	7
3.7. Modifications de détail au dossier de consultation .....	7
3.8. Garanties particulières pour matériaux de type nouveau .....	7
3.9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier .....	7
3.10. Composition du dossier de consultation .....	8
<b>4. PRESENTATION DES OFFRES-----</b>	<b>8</b>
4.1. Documents à produire .....	8
<b>5. AGREMENT DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES-----</b>	<b>10</b>
5.1. Agrément des candidatures .....	10
5.2. Jugement des offres .....	11
<b>6. NEGOCIATIONS-----</b>	<b>12</b>
<b>7. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE-----</b>	<b>12</b>
<b>8. ENVOI DES DOSSIERS-----</b>	<b>13</b>
8.1. Conditions de transmission des offres .....	13
8.2. Date limite de réception des offres .....	13

# 1. Acheteur public – Pouvoir adjudicateur – Autres prestataires

## 1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

**Commune de Saint-Clair-du-Rhône**

Place Charles De Gaulle,  
38370. Saint-Clair-du-Rhône

Représentée par le Maire, Madame Sandrine LECOUTRE

## 1.2. Pouvoir adjudicateur

Madame Sandrine LECOUTRE.

## 1.3. Assistance au Maître d'ouvrage

La mission d'assistance au Maître d'ouvrage a été confiée à **amoLand**.

Gilles TESSIER - 20, route des Croiselières 38200 Serpaize

Courriel: gilles.tessier@amoland.fr

## 1.4. Maître d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée des partenaires suivants :

### Architecte :

**E.A.D. Équilibre Aménagement et Développement :**

232 RN7 – quartier de la Gare – 38150 SALAISE SUR SANNE

Mandataire du groupement solidaire, représenté par Monsieur Sylvain MAGNAN,  
Gérant.

### Économiste :

**3D INGENIERIE** : 232 RN7 – quartier de la Gare – 38150 SALAISE SUR SANNE

### BE Structure :

**TECODES** : 1, place du 7<sup>e</sup> Art. 38550 LE PEAGE DE ROUSSILLON

### BE Fluides :

**COTIB** : 22, rue Paul Helbronner – 38100 GRENOBLE

### BE Cuisine :

**CUISINE INGENIERIE** : 49, route du Ferrand - 38300 ECLOSE BADINIERES

### BE Paysagiste :

**BDP CONCEPT** : 27, rue Joannes Carret – 69009 LYON

### BET Acoustique :

**Valence Thermographie CONTROL** : ZA Les Basseaux Sud – 26800 ETOILE SUR RHONE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants : Base + EXE + CSSI.

### 1.5. Coordination SPS

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, portant sur la conception et la réalisation, classée en deuxième catégorie du domaine « Bâtiment », a été confiée à :

**ATEC - bvf – M. Bastien RIVORY** -Bât. Le Rossini – Avenue de la Gare – 07100 ANNONAY

### 1.6. Contrôle Technique

La mission de contrôle technique de type L + SEI + PS + ENV + PV + PHe + HAND + ATT HAND + VIEL + CONSUEL, a été confiée à :

**ALPES CONTROLES - M. Richard GEVAUDAN** – 3, allée du Levant – 38300 BOURGOIN JALLIEU.

### 1.7. OPC

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination des travaux est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

### 1.8. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

EAD – Vincent BRENAS

232 RN7 – quartier de la Gare – 38150 SALAISE SUR SANNE

Courriel : v.brenas@ead-architectes.fr

## 2. Objet – Type - Durée du Marché et forme du prix

### 2.1. Objet du marché

La commune de Saint-Clair du Rhône a décidé de construire un nouvel équipement public composé d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale.

Le groupe scolaire doit permettre de mutualiser les moyens et de regrouper sur le même site deux petites écoles dont les locaux ne sont plus adaptés aux besoins actuels.

La cuisine centrale doit remplacer un équipement obsolète et doit répondre aux besoins de la commune en matière de distribution de repas tant à domicile que dans différentes structures.

Il s'agit d'implanter sur le site, dans le respect des différentes fonctionnalités et en intégrant les contraintes propres à chaque équipement :

- Une nouvelle cuisine centrale d'une capacité de production de 500 repas/jour,
- Un Restaurant scolaire constitué d'un restaurant service à table pour les élèves de maternelle (115 repas) et d'un self pour les élèves élémentaires (193 repas),
- Un groupe scolaire constitué de 4 classes maternelles et de 6 classes élémentaires, issu de la fusion des écoles « Village » et « Grouillères ».

Le tènement mis à disposition représente une superficie totale de 2 580 m<sup>2</sup>.

La parcelle se situe dans un secteur résidentiel mixte avec quelques immeubles d'habitation et de nombreuses maisons individuelles.

## 2.2. Type de marché

Marché public de travaux.

## 2.3. Forme du prix

Le prix est forfaitaire et non révisable.

## 2.4. Durée du marché

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

L'intervention de l'entreprise titulaire est prévue pour les mois de mai et juin 2024.

# 3. Conditions de la consultation

## 3.1. Étendue de la consultation

La présente consultation fait l'objet d'une procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique et porte uniquement sur le lot 10.

## 3.2. Variantes – Options - Tranches

↳ Variantes :

Le lot ne comporte pas de variante.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

↳ Options :

Le lot ne comporte pas d'option.

↳ Tranches :

Le marché ne comporte qu'une seule tranche de réalisation.

## 3.3. Décomposition de la consultation

Les travaux sont décomposés en 17 lots ainsi répartis, mais seul le lot 17 fait l'objet de la consultation :

Lot	Désignation
01	Désamiantage – Démolitions
02	Terrassements – VRD – Aménagements extérieurs
03	Gros-Œuvre
04	Charpente – Ossature bois
05	Étanchéité
06	Couverture – Bardages

07	Serrurerie – Métallerie
08	Menuiseries extérieures
09	Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds
10	Menuiseries intérieures bois
11	Revêtements de sols – Faïence
12	Équipements de cuisine – Chambres froides
13	Chauffage – Ventilation – Plomberie
14	Électricité – Courants Forts – Courants faibles
15	Photovoltaïque
16	Ascenseur
17	Façades

Le lot principal est le lot 03.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé.

### 3.4. Retrait des dossiers

La procédure dématérialisée permet aux candidats de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseaux électronique et de déposer une candidature/offre par voie électronique :

Profil acheteur : <https://marches-securises.fr>

Tel assistance entreprise : 04 92 90 93 27

Aucun document ne sera adressé au candidat par courrier ou par voie postale. Aucun DCE sous format « papier » ne sera remis aux candidats. Ces derniers sont libres de faire reproduire les pièces du DCE par l'entreprise de reprographie de leur choix, à partir des documents numériques téléchargeables gratuitement sur la plateforme. Aucun DCE sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB) ne sera donné aux candidats.

### 3.5. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Pour la bonne exécution du marché, en cas de groupement, la forme souhaitée par la maîtrise d'ouvrage est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du maître d'ouvrage tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Conformément au Code de la Commande Publique, un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement.

Le mandataire du groupement assume seul la sécurité et l'authenticité des informations transmises par le groupement candidat.

### 3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 3.7. Modalités de règlement du marché et modalités de financement

Le financement est assuré par le Maître de l'ouvrage. Le mode de règlement est le virement bancaire. Les références du compte bancaire où les paiements seront effectués, doivent être données à l'Acte d'Engagement.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

### 3.8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.9. Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

« L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition : ..... Pendant le délai de 10 ans pour le clos/couvert et 2 ans pour les autres matériaux à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) : .....

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises. »

### 3.10. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses annexes :

Les modalités pratiques de coopération entre le CSPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié. Les entreprises retenues et leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD)

Les travaux concernant les Voies et Réseaux Divers du chantier à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier proprement dit seront exécutés par le titulaire du lot n°1 pendant la période de préparation prévue à l'article 3-1 de l'acte d'engagement. Les candidats devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires (voirie, eau, électricité, égouts, etc.) en distinguant les besoins intéressant particulièrement la sécurité et la protection de la santé conformément aux dispositions de la section 7 du décret du 26 décembre 1994 modifié.



### 3.1.1. Composition du dossier de consultation

Il se compose des pièces suivantes :

- 1 - Le présent règlement de consultation,
- 2 - L'acte d'engagement et son annexe,
- 3 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- 4 - Le Plan Général de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- 5 - Le Cahier des Clauses Techniques Communes à tous les lots (CCTC)
- 6 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot 10
- 7 - Les plans
- 8 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot 10

## 4. Présentation des offres

Les offres ainsi que les documents de présentations associés seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté et exprimées en EURO. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Le candidat doit obligatoirement déposer son offre sur la plate-forme de dématérialisation, en suivant le dispositif Marché Public simplifié (MPS) sur présentation du numéro de SIRET. La signature électronique n'est pas nécessaire.

Les dossiers papier ne seront pas acceptés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

### 4.1. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Un dossier « candidature »

a) Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus au Code de la Commande Publique :

- La lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses co-traitants (DC1 ou forme libre), formulaire disponible à partir de l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- une déclaration sur l'honneur (si le formulaire DC1 n'est pas utilisé) justifiant que le candidat :

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus Code de la Commande Publique

- être en règle au regard du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.



- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant la personne signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement (Kbis datant de moins de 3 mois ou autre, + éventuellement délégation de pouvoir s'il ne s'agit pas la personne identifiée sur le kbis) ;

En effet, pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée (tant pour les pièces de la candidature que pour les pièces de l'offre), la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est, soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés

b) Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus Code de la Commande Publique :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices Déclaration du candidat (formulaire DC2 ou forme libre), disponible à partir de l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationcandidat>.
- Les attestations d'assurances RC et Décennale en capitalisation, précisant la nature de toutes les activités assurées ainsi que le montant des garanties. L'assurance devra couvrir la totalité des travaux pour lequel l'entreprise ou le groupement présente une offre.

c) Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus au Code de la Commande Publique :

- La déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années (DC2 ou forme libre), en adéquation avec les exigences de la consultation (voir tableau).
- La liste des travaux similaires exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (DC2 ou forme libre).
- Qualifications du candidat (certificats de qualification professionnelle) quant aux prestations concernées.

Les candidats doivent pouvoir justifier des effectifs et des niveaux de qualifications suivants :

Lot	Désignation	Effectif minimum de la Société	Qualifications QUALIBAT minimum ou équivalent
10	Menuiseries intérieures bois	EFF 2	4312

La classification des effectifs correspond au tableau suivant :

Effectif moyen annuel	Classification
1 à 5	EFF 1
6 à 20	EFF 2
21 à 50	EFF 3

51 à 100	EFF 4
101 à 300	EFF 5
Plus de 300	EFF 6

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché par engagement écrit de l'opérateur économique.

Un dossier « offre »

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) du lot concerné : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché.
- Un relevé d'identité bancaire
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) datée et signée (toute modification des quantités devra faire l'objet d'une proposition sous forme d'une note à part)
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## 5. Agrément des candidatures et jugement des offres

### 5.1. Agrément des candidatures

Le représentant du pouvoir adjudicateur ouvre le pli et vérifie la recevabilité du candidat au regard des pièces administratives et de ses capacités à répondre aux besoins exprimés par la présente consultation.

Les critères intervenant au moment de l'agrément de la candidature sont :

- Capacités techniques (moyens matériels et humains quantitatifs et qualitatifs)
- Capacités financières (moyens financiers)
- Capacités professionnelles (qualifications et références)

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces relatives au dossier administratif, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, le candidat pourra être amené à compléter son dossier sur demande du pouvoir adjudicateur par courriel dans un délai de deux jours ouvrés à compter de l'envoi de cette demande (le délai exact sera précisé lors de la demande de complément).

Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, l'offre sera éliminée par le pouvoir adjudicateur. Seules les candidatures complètes seront examinées au regard des niveaux minimaux de capacités techniques, financières et professionnelles mentionnées ci-dessus.

La demande de compléments relative à la candidature ne préjuge pas de la conformité de l'offre.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées sont ensuite examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières exigées dans le présent règlement de consultation. Les candidats qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité sont éliminés.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus au Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié aux torts et aux frais et risques du titulaires.

## 5.2. Jugement des offres

Il est procédé à l'analyse des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront, par ordre d'importance relative décroissante, les suivants :

### **A – Prix des prestations : 40%**

### **B - Valeur technique au vu du mémoire justificatif de l'offre : 60%**

La commission d'attribution examinera les offres des candidats, les variantes imposées et les PSE selon ces quatre types de classement :

1. Classement des offres de base pour tous les lots
2. Classement des offres de base avec les variantes imposées pour les lots ...
3. Classement des offres de base avec les PSE 1 et PSE 2 pour les lots ....
4. Classement des offres de base avec les variantes et les PSE pour le lot ....

Pour établir le classement en fonction des critères de jugement retenus, il sera fait application des dispositions suivantes :

### **A. Prix : (Total 40 points)**

Les offres réputées conformes au vu des éléments d'informations figurant dans le mémoire technique seront notées sur le critère prix.

La notation s'effectuera selon la règle suivante :

- L'offre la moins disante se verra attribuer la note de 40 points.
- Pour chaque candidat, un ratio est calculé en divisant le montant du candidat présentant l'offre la moins chère par le montant de l'offre du candidat considéré. Les candidats sont classés par ordre décroissant en multipliant le ratio obtenu par la note maximum pouvant être obtenue, l'offre la moins élevée se voyant ainsi attribuer la note maximum.

Les offres les moins disantes seront prises en considération sous réserve qu'elles ne constituent pas une offre anormalement basse au sens du Code de la Commande Publique (« offre anormalement basse »).

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser une offre irrégulière et/ou inacceptable.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander un sous-détail des prix de la Décomposition Globale et Forfaitaire.

En cas de discordance constatée dans l'offre entre les prix figurant à la décomposition du prix global et forfaitaire, et/ou dans l'acte d'engagement les indications portées sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant de la décomposition du prix global et forfaitaire sera rectifié en conséquence.

### **B. Valeur technique au vu du mémoire justificatif : (Total 60 points)**

Le candidat doit présenter son mémoire technique de manière à répondre à tous les éléments suivants :

- 1) Organisation du candidat et moyens humains affectés à l'opération : 30 points
  - a. Présentation du candidat : 5 points
  - b. Présentation du personnel d'encadrement affecté au chantier : 10 points
  - c. Présentation des moyens personnels affectés à l'exécution des travaux du marché 15 points

- 2) Organisation du chantier, moyens matériels et techniques affectés à l'opération : 50 points
  - a. Perception du dossier et organisation envisagée : 10 points
  - b. Moyens matériels et organisationnels propres à la réalisation des travaux : 10 points
  - c. Mesures prises pour garantir la sécurité du chantier et du personnel : 10 points
  - d. Dispositions envisagées pour réduire les nuisances et les déchets de chantier : 10 points
  - e. Respect du planning TCE : 10 points
- 3) Matériaux et matériel mis en œuvre : 20 points

Chaque sous-critère sera noté en fonction de la réponse apportée dans le mémoire technique et selon le barème suivant :

- 0 : non renseigné
- 0,25 : faible qualité
- 0,5 : qualité moyenne,
- 0,75 : bonne qualité
- 1 : très bonne qualité

Le mémoire technique sera noté sur 100, puis la notation sera ramenée sur 60 points pour établir le classement des offres.

Conformément au Code de la Commande Publique, les offres seront classées dans un ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue.

## 6. Négociations

Après une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés.

La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre notamment le prix, l'aspect technique, la méthodologie. Elle pourra se dérouler en plusieurs phases.

Un candidat peut refuser de participer aux négociations, dans ce cas, il doit en informer officiellement par écrit le pouvoir adjudicateur et indiquer s'il maintient son offre initiale. L'analyse comparative des offres sera effectuée sur la base de son offre initiale.

Le maître d'ouvrage conserve cependant la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.

## 7. Conditions d'attribution du marché

Conformément au Code de la Commande Publique, il est précisé que le marché ne pourra être attribué au candidat retenu qu'à condition que celui-ci produise les pièces demandées, ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales dans le délai imparti par l'entité adjudicatrice.

Après attribution du marché, le pouvoir adjudicateur invitera par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, le candidat retenu à produire, dans un délai de maximum de 10 jours à compter de la réception de la demande, les documents suivants :

- Si l'attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation et notamment l'autorisation donnée au mandataire de signer l'offre au nom du cotraitant. A défaut de transmission de ce document d'habilitation du mandataire, il sera demandé

au(x) cotraitant(s) n'ayant pas remis ce document de signer l'acte d'engagement et le CCAP du marché public.

- Les justificatifs relatifs à l'absence d'interdiction de soumissionner ainsi que les justificatifs que les donneurs d'ordre publics sont tenus d'exiger de leur cocontractant en vertu des dispositions du code du travail.

Si le candidat retenu est un groupement d'entreprises, cette demande sera adressée au mandataire du groupement, qui devra faire parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur les documents cités ci-dessus de tous les cotraitants.

Si le candidat retenu ne peut produire les attestations demandées dans le délai fixé, son offre sera rejetée. L'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## 8. Envoi des dossiers

### 8.1. Conditions de transmission des offres

Le mode de transmission des offres est la transmission dématérialisée.

Avant tout envoi, le candidat devra s'assurer de sa connexion à internet. Les frais d'accès au réseau sont à sa charge.

Tous les fichiers devront être traités préalablement à l'anti-virus. Les fichiers contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ils seront réputés n'avoir jamais été reçus et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, ils doivent les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Les pièces qui doivent être signées dans la candidature originale, le seront également dans la copie de sauvegarde. Il est impératif que la copie de sauvegarde soit remise avant la date limite de remise des candidatures et qu'elle comporte la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du marché.

Tous les documents remis seront rédigés en langue française.

### 8.2. Date limite de réception des offres

Avant la date et heure limites indiquées sur la page de garde du présent document.